



Déclaration de la FSU43 au CSA-D du 3 septembre 2026

Monsieur l'inspecteur d'académie,

Nous vous souhaitons tout d'abord la bienvenue dans notre département et nous espérons que nous parviendrons, ensemble, à faire progresser l'école publique en Haute-Loire

En ce mois de septembre 2026 nous n'oublions pas notre collègue du Cantal, Caroline Grandjean, victime de la haine et de l'intolérance, qui a mis fin à ses jours le 1er septembre 2025. Suite à l'enquête administrative qui a conclu à une « défaillance institutionnelle », nous attendons de l'administration qu'elle mette tout en œuvre pour qu'un tel drame ne se reproduise jamais.

Cette rentrée 2026 s'inscrit malheureusement dans la continuité d'un manque d'ambition criant pour l'école publique et pour ses personnels. Nous redisons que la baisse démographique ne doit pas être envisagée comme une occasion de réduire les dépenses publiques mais bien au contraire comme une formidable opportunité pour ramener le pays au niveau de ses voisins européens. Nous avons, bien sûr, de nombreuses propositions comme le renforcement du remplacement, la reconstitution des RASED, la mise en place d'une journée de décharge de direction pour les écoles de moins de 4 classes ou encore la création du plus de maîtres que de classes.

Mais nous pourrions dans un premier temps nous satisfaire de certaines propositions du Haut-commissariat à la stratégie et au plan.

« **Mieux traiter les enseignants pour favoriser la réussite de leurs élèves** ». C'est en ces termes que le tout récent rapport du Haut-commissariat du 31/08/2026 définit les pistes portant sur la réussite scolaire et entend sur ce point remédier au « **retard** » de la France sur ses voisins européens.

Le Haut-commissariat propose en effet de « **revaloriser les rémunérations des enseignants** » afin de rendre plus attractif le métier ; constat qui semble curieusement remettre en cause les décennies de gel du point d'indice et battre en brèche les récentes déclarations de notre ministre concernant les plus de 3000 euros de salaire moyen que gagneraient les enseignants.es en cette rentrée 2026.

Pour ce qui est de la formation, les experts de ce même rapport préconisent de « **recentrer la formation des enseignants, initiale comme continue, sur l'observation de la pratique en classe et sur la mise en œuvre d'approches pédagogiques** » ; proposition fort éloignée des missions toujours plus nombreuses et chronophages telles les évaluations d'écoles et d'établissements pourtant chères à notre institution et décriées régulièrement par les représentants des personnels au sein même de cette instance ou encore les sollicitations toujours plus nombreuses des professeurs principaux.

Les experts plaident aussi pour une baisse des effectifs dans les classes, profitant des perspectives démographiques. Leur recommandation est de « **viser une taille moyenne comparable à celle de nos voisins, tout en concentrant cet effort sur les publics les plus en difficulté** ».

La FSU ne peut que se réjouir d'avoir enfin, peut-être, été entendue. Nous nous félicitons donc de voir apparaître dans un rapport officiel des propositions que nous portons depuis des années.

La rentrée 2026-2027 est hélas encore loin de ces généreuses, souhaitables et légitimes perspectives pour les élèves et leurs enseignants.es. A l'échelle nationale, l'engagement de notre ministre d'un enseignant devant chaque classe n'a

une nouvelle fois pas été rempli dans le second degré confirmant ainsi la perte d'attractivité de nos métiers auprès des étudiants.es et l'urgence de renouer enfin avec des politiques ambitieuses en termes de moyens.

Pour ce qui est des rémunérations, depuis 2010 les prix ont augmenté presque 2 fois plus vite que les salaires des agentes et agents pour arriver en 2025 à un écart de 13,2 % entre l'augmentation du traitement indiciaire et l'inflation. La FSU rappelle que le premier échelon de la grille indiciaire d'un.e professeur.e certifié.e ou d'un.e professeur des écoles représentait en 1980 plus de deux SMIC, il représente 1,04 SMIC à la rentrée 2026. Nous sommes donc loin des avantageuses statistiques de notre ministre dont sont d'ailleurs étonnamment absentes les femmes alors que les inégalités salariales demeurent une réalité. Sont également absents.es les AED, les AESH et les contractuels.elles. dont les maigres revenus rappellent qu'en cette rentrée 2026 des centaines de milliers d'agentes et agents ont une rémunération principale en deçà du SMIC. C'est pour que cette situation change que la FSU appelle le 29 septembre, avec l'ensemble des organisations syndicales, à une journée de grève dans la Fonction publique.

Dans notre département aussi, les conditions de travail et d'accueil des élèves restent encore éloignées des préconisations du rapport du Haut-commissariat.

Dans le premier degré, nous avons fermé 13 classes à cette rentrée et ouvert 1 dispositif TPS. Rien pour le remplacement, la formation continue ou les élèves en difficulté. Pourtant, dans le même temps, nous avons vu 3 postes mobilisés pour l'ouverture de dispositifs dont les missions ne nous semblent pas constituer une réponse prioritaire aux besoins des élèves.

Dans le second degré, avec de nombreuses fermetures de classes au collège La Fayette, Retournac, Yssingeaux, Ste Florine où les effectifs des classes dès cette rentrée atteignent par endroit les 31 élèves. Ajoutons les pratiques honteuses et déloyales de l'enseignement privé dont les ruptures régulières de contrats de scolarité pratiquées à l'encontre d'élèves en difficulté scolaire viennent encore grossir les effectifs des classes des établissements publics en cours d'année. De tels effectifs interrogent à nouveau en cette rentrée sur les conditions d'inclusion des élèves relevant des dispositifs ULIS et UPE2A, sans parler des AESH qui les accompagnent dans des classes où, au sein des établissements publics, les catégories socio-professionnelles « défavorisées » et « fragiles » représentent entre 60 et 70 % de la population d'élèves.

Finalement une des rares nouveautés de cette rentrée est l'instauration d'une cérémonie commémorative du 11 novembre. De nombreuses écoles et établissements participent déjà aux cérémonies du 11 novembre mais les modalités de cette nouvelle obligation vont dans le sens de l'inquiétant rapprochement entre l'armée et l'école qui se met en place depuis plusieurs années au travers des classes défense ou encore de la publication du guide « Acculturer les jeunes à la défense ». Cette forme de militarisation de l'éducation nous semble dangereuse et nous demandons l'arrêt de tous ces partenariats.

Autre inquiétude, celle de la disparition annoncée lors de la pré-rentrée du 31/08/2026 du Pass-culture à l'horizon du 1^{er} janvier 2027. La FSU rappelle son attachement à ce dispositif qui permet de financer de nombreuses sorties culturelles, projets éducatifs ou rencontres avec des artistes au bénéfice d'une population d'élèves qui, comme nous l'avons dit dans les établissements publics, appartient aux catégories socio-professionnelles les plus basses et n'a pas ou peu accès à la culture dans le cadre familial.

La FSU, fidèle à ses mandats, continuera de revendiquer et défendre une école ouverte à tous, émancipatrice et inclusive, respectueuse des conditions de travail de ses agentes et agents et des conditions d'apprentissage de ses élèves.